

## Message Text

PAGE 01 STATE 105258  
ORIGIN IO-13

INFO OCT-01 ISO-00 AF-10 ARA-06 EA-07 EUR-12 NEA-10  
CIAE-00 COME-00 EB-07 INR-07 LAB-04 NSAE-00  
SIL-01 /078 R

DRAFTED BY IO/LAB:SWHILDEN  
APPROVED BY IO/LAB:APALMER  
-----092157Z 102246 /21

P 091939Z MAY 77

FM SECSTATE WASHDC

TO AMEMBASSY ALGIERS PRIORITY  
AMEMBASSY BRUSSELS PRIORITY  
AMEMBASSY COTONOU PRIORITY  
AMEMBASSY BANGUI PRIORITY  
AMEMBASSY BUJUMBURA PRIORITY  
AMEMBASSY YAOUNDE PRIORITY  
AMEMBASSY OTTAWA PRIORITY  
AMEMBASSY NDJAMENA PRIORITY  
AMEMBASSY PARIS PRIORITY  
AMEMBASSY LIBREVILLE PRIORITY  
AMEMBASSY CONAKRY PRIORITY  
AMEMBASSY PORT AU PRINCE PRIORITY  
AMEMBASSY ABIDJAN PRIORITY  
AMEMBASSY VIENTIANE PRIORITY  
AMEMBASSY BEIRUT PRIORITY  
AMEMBASSY LUXEMBOURG PRIORITY  
AMEMBASSY BAMAKO PRIORITY  
AMEMBASSY NOUAKCHOTT PRIORITY  
AMEMBASSY PORT LOUIS PRIORITY  
AMEMBASSY RABAT PRIORITY  
AMEMBASSY NIAMEY PRIORITY  
AMEMBASSY KIGALI PRIORITY  
AMEMBASSY DAKAR PRIORITY  
AMEMBASSY BERN PRIORITY  
AMEMBASSY DAMASCUS PRIORITY  
AMEMBASSY LOME PRIORITY  
CONFIDENTIAL

PAGE 02 STATE 105258

AMEMBASSY TUNIS PRIORITY  
AMEMBASSY OUAGADOUGOU PRIORITY  
AMEMBASSY KINSHASA PRIORITY  
AMEMBASSY VICTORIA PRIORITY  
AMEMBASSY ANTANANARIVO PRIORITY

C O N F I D E N T I A L STATE 105258

E.O. 11652: GDS

TAGS: PLAB, ILO

SUBJECT: ILO - 63RD INTERNATIONAL LABOR CONFERENCE: (ILC);  
CRITICAL ISSUES

REF: A)STATE 102699 AND SUBSEQUENT

TALKING POINTS TRANSLATION PROMISED REFTEL AND SUBSEQUENT  
FOLLOWS:

(BEGIN FRENCH)

DANS LEUR LETTRE DE RETRAIT LES ETATS-UNIS ONT DECLARE:  
"LES ETATS-UNIS NE DESIRENT PAS QUITTER L'OIT. LES ETATS-  
UNIS N'ENVISAGENT PAS DE LE FAIRE, MAIS NOUS ENTENDONS  
FAIRE TOUS EFFORTS POSSIBLES POUR PROMOUVOIR LES CONDITIONS  
QUI PERMETTENT NOTRE PARTICIPATION CONTINUE. SI CELA  
S'AVERAIT IMPOSSIBLE, NOUS SOMMES EFFECTIVEMENT DISPOSES  
A NOUS RETIRER."

AU COURS DES DEUX ANNEES ECOULEES LES ETATS-UNIS ONT TRAITE  
LA QUESTION DE LEUR AFFILIATION A L'OIT DANS L'ESPRIT DE  
CETTE DECLARATION. NOUS AVONS CONSTITUE UN COMITE A  
L'ECHELON MINISTERIEL CHARGE D'ETUDIER LA POLITIQUE DES  
ETATS-UNIS AU SEIN DE L'OIT A L'ECHELON GOUVERNEMENTAL LE  
PLUS ELEVE DE LA PRISE DE DECISION. ETANT DONNE LE CARAC-  
CONFIDENTIAL

PAGE 03 STATE 105258

TERE TRIPARTITE DE L'OIT, NOUS AVONS PROCEDE A DE NOMBREUSES  
CONSULTATIONS PARMI LA COMMUNAUTE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES  
AUX ETATS-UNIS ET A L'ETRANGER. DANS L'ENSEMBLE, NOUS  
AVONS OUVERT DES SERIES SANS PRECEDENT DE CONSULTATIONS  
PAR VOIE DE CONFERENCES, DE VISITES SPECIALES (DANS PLUS  
DE 35 PAYS) ET D'INITIATIVES DIPLOMATIQUES DANS LE MONDE  
ENTIER EN VUE D'ETUDIER SERIEUSEMENT ET OUVERTEMENT NOS  
VUES ET NOS SOUCIS AVEC D'AUTRES PAYS.

NOUS N'AVIONS PAS LA L'INTENTION DE FORCER LES AUTRES PAYS  
A ACCEPTER NOS VUES MAIS, A LA LUMIERE DE CES DEUX ANNEES  
D'EFFORTS EXTRAORDINAIRES DE CONSULTATION ET D'ETUDE,  
DE DETERMINER S'IL EXISTE ENCORE AU SEIN DE L'OIT UNE  
COMMUNAUTE D'INTERET SUFFISANTE ENTRE LES ETATS-UNIS ET  
D'AUTRES MEMBRES EU EGARD AUX BUTS FONDAMENTAUX DE L'OIT.  
SI CET INTERET MUTUEL EXISTE ENCORE, LES ETATS-UNIS AVAIENT  
ALORS L'INTENTION DE DEMEURER AU SEIN DE L'OIT. S'IL N'EN  
ETAIT PAS AINSI, ALORS, BIEN QUE D'AUTRES PAYS PUISSENT  
DECIDER QU'IL EST DANS LEUR INTERET NATIONAL DE DEMEURER  
AU SEIN DE L'OIT, LES ETATS-UNIS N'EN DECIDERAIENT PROBA-  
BLEMENT PAS AINSI.

AUJOURD'HUI, NOUS ESTIMONS QUE L'OIT SE TROUVE A UN CARRE-  
FOUR. IL PEUT ASSUMER SON ROLE PARTICULIER ET VITAL DANS

LE DOMAINE DES RELATIONS INDUSTRIELLES ET INTERNATIONALES. DANS CE CAS, IL DEMEURERA UN ELEMENT PRECIEUX DU SYSTEME INTERNATIONAL DONT BENEFICIENT TOUS LES ETATS MEMBRES. OU BIEN IL PEUT DEVENIR UN INSTRUMENT UTILE, MOINS POUR SES TRAVAUX TECHNIQUES A LONG TERME QUE PAR SON UTILITE POLITIQUE A COURT TERME POUR CERTAINS ETATS MEMBRES. DANS CE CAS, SON UTILITE CONFERERA SANS AUCUN DOUTE DES AVANTAGES A COURT TERME AUX QUELQUES-UNS QUI POURRONT EN FAIRE USAGE A DES FINS TEMPORAIRES, MAIS LA PERTE A LONG TERME SERA IMMENSE POUR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. LES MOINS DESAVANTAGES PAR CETTE SITUATION NE SERONT PAS LES PAYS LES PLUS PAUVRES, NOUVELLEMENT INDUSTRIALISES. NOUS ESPERONS  
CONFIDENTIAL

PAGE 04 STATE 105258

QU'EN JUIN TOUS LES ETATS MEMBRES EXAMINERONT AVEC SOIN LE ROLE DE L'OIT QUI LES DESSERVIRA EN DERNIERE ANALYSE.

1. LETTRE D'INTENTION DES ETATS-UNIS:

LES ETATS-UNIS SONT VOUES A DES MESURES QUI, ON L'ESPERE, CREERONT AU SEIN DE L'OIT DES CONDITIONS NOUS PERMETTANT DE CONTINUER NOTRE AFFILIATION. SI LES EFFORTS DE REFORME ECHOUE, LES ETATS-UNIS N'AURONT D'AUTRE CHOIX QUE DE SE RETIRER.

2. IMPORTANCE CRITIQUE DE LA CONFERENCE:

LA CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL NOUS DONNERA UNE DERNIERE CHANCE D'EVALUER DANS QUELLE MESURE LES AUTRES PAYS MEMBRES APPUIENT NOS EFFORTS EN VUE DE REFORMER L'OIT SUR LA BASE DES PRINCIPES, BUTS ET PROCEDURES FONDAMENTAUX. APRES LA CONFERENCE, MAIS AVANT LE MOIS DE NOVEMBRE 1977, LES ETATS-UNIS DEVRONT EVALUER SI DES PROGRES SUFFISANTS ONT ETE ACCOMPLIS POUR NOUS PERMETTRE DE RESTER AU SEIN DE L'ORGANISATION. CETTE EVALUATION SERA EFFECTUEE PAR LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS ET PAR LES ORGANISATIONS DONT RELEVE LA PARTICIPATION DES ETATS-UNIS AU SEIN DE L'OIT: LA CHAMBRE DE COMMERCE DES ETATS-UNIS ET L'AFL-CIO. UN FACTEUR CLE DE CETTE EVALUATION SERA NOTRE APPRECIATION DE LA MESURE DANS LAQUELLE D'AUTRES MEMBRES PARTAGENT NOS VUES SUR LA NECESSITE DE PRESERVER LES PRINCIPES ET PRATIQUES FONDAMENTAUX DE L'OIT ET DES PREUVES DU DESIR DES MEMBRES A AGIR SUR LA BASE DE CES VUES.

3. PROGRES ACCOMPLI A CE JOUR:

LES ETATS-UNIS RECONNAISSENT QU'UN CERTAIN PROGRES A ETE ACCOMPLI EU EGARD AUX QUESTIONS EN CAUSE DEPUIS LE DEPOT DE LA LETTRE DES ETATS-UNIS EN NOVEMBRE 1975. LA 61EME CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL ET CONFERENCE DE  
CONFIDENTIAL

PAGE 05 STATE 105258

L'EMPLOI MONDIAL, TENUE EN JUIN 1976, A SOULIGNE A LA FOIS DES ASPECTS POSITIFS ET NEGATIFS. LA CONFERENCE MARITIME D'OCTOBRE ET LA REUNION DE JANVIER DE LA COMMISSION DU BATIMENT DE L'OIT ONT ETE TOUTES DEUX DES REUNIONS TECHNIQUES EFFICACES, ESSENTIELLEMENT LIBRES DE PERTURBATIONS. PLUS RECEMMENT, LES DECISIONS DE LA SESSION DE FEVRIER-MARS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OIT SUR (A) LA RESOLUTION DE 1974 CONCERNANT ISRAEL, (B) LA MODIFICATION PROPOSEE DE L'ARTICLE 17 DU REGLEMENT GENERAL DE LA CONFERENCE CONCERNANT L'ACCEPTABILITE DES RESOLUTIONS, ET (C) L'EXAMEN DES QUESTIONS DE STRUCTURE RBPRESSENTENT UN PROGRES APPRECIE SUR DES QUESTIONS ESSENTIELLES. TOUT CELA, TOUTEFOIS, EST ENCORE NON CONCLUANT JUSQU'A

L'ISSUE DE LA 63EME CONFERENCE. LES ETATS-UNIS ATTENDENT DE VOIR L'ACTION DE LA CONFERENCE SUR CES DECISIONS ET D'AUTRES QUESTIONS COMME PREUVE QUE LE PROGRES NOTE A CE JOUR SE POURSUIVRA EFFECTIVEMENT.

#### 4. QUESTIONS CRITIQUES DEVANT LA CONFERENCE:

A. RESOLUTION SUR ISRAEL. LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN FEVRIER-MARS A DECIDE DE "TOURNER LA PAGE" SUR LA RESOLUTION DE LA CONFERENCE DE 1974 CONDAMNANT ISRAEL POUR VIOLATIONS ALLEGUEES DES DROITS SYNDICAUX EN PALESTINE ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPES. CETTE RESOLUTION CONSTITUAIT UN EXEMPLE FLAGRANT DE VIOLATION DE LA PROCEDURE REGULIERE ATTENDU QU'ELLE CONDAMNAIT UN GOUVERNEMENT MEMBRE EN L'ABSENCE DE PREUVES ET A L'ENCONTRE DES PROCEDURES D'ENQUETE ETABLIES PAR L'OIT. LA DECISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SERA OFFICIELLEMENT COMMUNIQUEE A LA CONFERENCE PAR LE DIRECTEUR GENERAL. LES ETATS-UNIS APPUIENT LA DECISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET S'OPPOSERONT VIGOREUSEMENT A TOUS EFFORTS VISANT SOIT A UN REVIREMENT DE LA DECISION, SOIT A L'INTRODUCTION D'UNE NOUVELLE RESOLUTION SELON LES GRANDES LIGNES DE 1974. CONFIDENTIAL

PAGE 06 STATE 105258

IL Y A LIEU DE SOULIGNER QUE LES ETATS-UNIS NE CONSIDERENT PAS CETTE QUESTION COMME RELATIVE AU MOYEN-ORIENT, MAIS PLUTOT COMME UNE QUESTION FONDAMENTALE DE PROCEDURE REGULIERE ET DE RESPECT DE L'EQUITE. SI UN MEMBRE QUELCONQUE PENSE QUE TOUT AUTRE MEMBRE ENFREINT LES DROITS SYNDICAUX OU AUTRES OBLIGATIONS ACCEPTEES DE L'OIT, IL EXISTE AU SEIN DE L'OIT DES PROCEDURES ETABLIES ET EFFICACES PERMETTANT DE FAIRE UNE ENQUETE SUR LA SITUATION SANS CONTREVENIR AUX DROITS FONDAMENTAUX DE TOUS LES MEMBRES DE L'OIT.

B. ARTICLE 17: LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A DECIDE DE

SOUMETTRE A L'ETUDE DE LA CONFERENCE UN AMENDEMENT PROPOSE A L'ARTICLE 17 DU REGLEMENT GENERAL DE LA CONFERENCE CET AMENDEMENT FIXERAIT DES CRITERES D'EXCLUSION DE LA CONFERENCE DES RESOLUTIONS QUI NE REPONDENT PAS AUX NORMES EXISTANTES DE L'OIT, OU QUI VISENT A CONDAMNER UN PAYS MEMBRE AVANT ACHIEVEMENT D'UNE ENQUETE SELON LES PROCEDURES ETABLIES DE L'OIT OU DANS DES TERMES NON CONFORMES AUX CONCLUSIONS D'UNE TELLE ENQUETE. L'ADOPTION DE CET AMENDEMENT PERMETTRAIT DANS UNE LARGE MESURE D'EMPECHER L'EXAMEN DE RESOLUTIONS POLITIQUES HORS DE QUESTION, Y COMPRIS CELLES QUI VIOLENT LA PROCEDURE REGULIERE ET L'EQUITE FONDAMENTALE, EVITANT AINSI DES SITUATIONS DANS LESQUELLES DE NOMBREUX PAYS MEMBRES SONT L'OBJET DE PRESSION LES POUSSANT A APPUYER DES RESOLUTIONS POLITIQUES

DESTRUCTIVES. A LA CONFERENCE, LES ETATS-UNIS APPUIERONT LA PROPOSITION QUE LA COMMISSION DE PROPOSITION DE LA CONFERENCE RENVOIE L'AMENDEMENT DE L'ARTICLE 17 A LA COMMISSION DU REGLEMENT GENERAL PLUTOT QU'A LA COMMISSION SUR LA STRUCTURE QUI LUI AVAIT PRECEDEMMENT ACCORDE UNE TRES BASSE PRIORITE. AU SEIN DE LA COMMISSION DU REGLEMENT GENERAL, LES ETATS-UNIS APPUIERONT UN TEXTE, Y COMPRIS TOUTES MODIFICATIONS D'ECLAIRCISSEMENT, QUI DANS L'ENSEMBLE (1) PREVOIT UNE ETUDE ET UNE EVALUATION OBJECTIVES D'ACCEP-  
CONFIDENTIAL

PAGE 07 STATE 105258

TABILITE DES RESOLUTIONS PAR UN GROUPE IMPARTIAL D'EXPERTS DE LA COMMISSION DE L'APPLICATION DES CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS, (2) PREVOIT QUE TOUT APPEL DES CONCLUSIONS DU GROUPE NE PUISSE ETRE AISEMENT INFLUENCE PAR UNE PRÉSSION POLITIQUE, ET (3) EST REDIGE DE MANIERE SUFFISAMMENT PRECISE POUR DECOURAGER LA MANIPULATION PAR LE TRUCHEMENT D'ECHAPPATOIRES SEMANTIQUES. IL CONVIENT DE SOULIGNER A NOUVEAU QU'IL NE S'AGIT PAS LA SIMPLEMENT DE CHERCHER A PROTEGER ISRAEL COMME D'AUCUNS S'EFFORCENT MALICIEUSEMENT DE L'AFFIRMER. L'AMENDEMENT EST DESTINE A PROTEGER TOUS LES MEMBRES, MAINTENANT ET DANS L'AVENIR, CONTRE UNE CONDAMNATION DANS DES CONDITIONS QUI NE RESPECTENT PAS LES NORMES DE L'OIT QUANT A L'EQUITE ET A DES PROCEDURES D'ENQUETE UNIFORMES.

#### C. TRAITEMENT EGAL EN APPLICATION DES CONVENTIONS:

COMME LORS DES ANNEES PRECEDENTES, LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'EXPERTS FERA L'OBJET D'UNE DISCUSSION APPROFONDIE PAR LE COMITE DE LA CONFERENCE. LES ETATS-UNIS APPUIERONT VIVEMENT UN TRAITEMENT EGAL DE TOUS LES CAS DE NON-RESPECT, SANS CONSIDERATION DE SYSTEME POLITIQUE, ECONOMIQUE OU SOCIAL. LES ETATS-UNIS ONT CONSIDERE LE TRAITEMENT DU CAS DE LA TCHECOSLOVAQUIE PAR LE COMITE DE 1976 COMME UN "ASPECT NEGATIF".

5. STRUCTURE:

LES PAYS INSUFFISAMMENT DEVELOPPES FONT PRESSION EN VUE DE CHANGEMENTS DANS LA STRUCTURE DE L'OIT QUI AUGMENTERAIENT DAVANTAGE LEUR POUVOIR DE VOTE. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION REUNI EN FEVRIER-MARS A CONVENU DE REMETTRE A PLUS TARD D'AUTRES REUNIONS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA STRUCTURE. LES ETATS-UNIS SE FELICITENT DE CETTE POSSIBILITE DE LAISSER LES CHOSES SE CALMERQUANT A DES QUESTIONS SENSIBLES QUI DEVENAIENT RAPIDEMENT UN SUJET DE CONFIDENTIAL

PAGE 08 STATE 105258

DEBATS CHARGES D'EMOTION. NOUS ESTIMONS QUE LE COMITE DE LA CONFERENCE SE DOIT DE SUIVRE CE PROCESSUS EN CONCENTRANT SES TRAVAUX SUR LES QUESTIONS QUI OFFRENT LES PLUS GRANDES POSSIBILITES'AGREMENT. IL EST PREFERABLE DE

TRAITER DE QUESTIONS DELICATES LORS DE CONSULTATIONS NON OFFICIELLES, DANS UN CLIMAT PLUS PONDERE, QUI DOIVENT REPRENDRE VERS LA FIN DE 1977. LES ETATS-UNIS S'OPPOSERONT A TOUTES TENTATIVES D'AFFRONTLEMENT VISANT A FORCER L'ISSUE, LES CONSIDERANT COMME ALLANT A L'ENCONTRE DE L'OBJECTIF SOUHAITE.

6. PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION:

LES ETATS-UNIS SOUTIENDRONT LA CANDIDATURE DU PRESIDENT DU GROUPE DES TRAVAILLEURS, JOSEPH MORRIS (CANADA). BIEN QU'IL NE SOIT PAS TRADITIONNEL POUR UN REPRESENTANT NON GOUVERNEMENTAL D'OCCUPER LA PRESIDENCE, UNE TELLE SELECTION EST AUTORISEE PAR LA CONSTITUTION DE L'OIT ET NOUS PENSONS QUE MORRIS SERA HAUTEMENT EFFICACE DANS CE POSTE. LA PRESIDENCE DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL A ETE OCCUPEE PAR DES REPRESENTANTS DES TRAVAILLEURS ET DES REPRESENTANTS DES EMPLOYEURS. CHRISTOPHER

CONFIDENTIAL

<< END OF DOCUMENT >>

## Message Attributes

**Automatic Decaptioning:** X  
**Capture Date:** 22-Sep-1999 12:00:00 am  
**Channel Indicators:** n/a  
**Current Classification:** UNCLASSIFIED  
**Concepts:** INTERNATIONAL LABOR ORGANIZATIONS, MEETING PROCEEDINGS  
**Control Number:** n/a  
**Copy:** SINGLE  
**Sent Date:** 09-May-1977 12:00:00 am  
**Decaption Date:** 01-Jan-1960 12:00:00 am  
**Decaption Note:**  
**Disposition Action:** RELEASED  
**Disposition Approved on Date:**  
**Disposition Case Number:** n/a  
**Disposition Comment:** 25 YEAR REVIEW  
**Disposition Date:** 22 May 2009  
**Disposition Event:**  
**Disposition History:** n/a  
**Disposition Reason:**  
**Disposition Remarks:**  
**Document Number:** 1977STATE105258  
**Document Source:** ADS  
**Document Unique ID:** 00  
**Drafter:** IO/LAB:SWHILDEN  
**Enclosure:** n/a  
**Executive Order:** 11652 GDS  
**Errors:** n/a  
**Expiration:**  
**Film Number:** D770163-0260  
**Format:** TEL  
**From:** STATE  
**Handling Restrictions:** n/a  
**Image Path:**  
**ISecure:** 1  
**Legacy Key:** link1977/newtext/t197705110/baaaevwm.tel  
**Line Count:** 311  
**Litigation Code IDs:**  
**Litigation Codes:**  
**Litigation History:**  
**Locator:** TEXT ON-LINE, TEXT ON MICROFILM  
**Message ID:** 8ea86088-c288-dd11-92da-001cc4696bcc  
**Office:** ORIGIN IO  
**Original Classification:** CONFIDENTIAL  
**Original Handling Restrictions:** n/a  
**Original Previous Classification:** n/a  
**Original Previous Handling Restrictions:** n/a  
**Page Count:** 6  
**Previous Channel Indicators:**  
**Previous Classification:** CONFIDENTIAL  
**Previous Handling Restrictions:** n/a  
**Reference:** A)STATE 102699 AND SUBSEQUENT  
**Retention:** 0  
**Review Action:** RELEASED, APPROVED  
**Review Content Flags:**  
**Review Date:** 12-Nov-2004 12:00:00 am  
**Review Event:**  
**Review Exemptions:** n/a  
**Review Media Identifier:**  
**Review Release Date:** n/a  
**Review Release Event:** n/a  
**Review Transfer Date:**  
**Review Withdrawn Fields:** n/a  
**SAS ID:** 2345251  
**Secure:** OPEN  
**Status:** NATIVE  
**Subject:** ILO - 63RD INTERNATIONAL LABOR CONFERENCE: (ILC): CRITICAL ISSUES  
**TAGS:** ELAB, ILO  
**To:** ALGIERS BRUSSELS MULTIPLE  
**Type:** TE  
**vdkgvwkey:** odbc://SAS/SAS.dbo.SAS\_Docs/8ea86088-c288-dd11-92da-001cc4696bcc  
**Review Markings:**  
Margaret P. Grafeld  
Declassified/Released  
US Department of State  
EO Systematic Review  
22 May 2009  
**Markings:** Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 22 May 2009